Explication de vote concernant le vœu de la droite relatif aux violences lors des mobilisations lycéennes

Intervention de Flore MUNCK
Groupe Val-de-Marne en Commun – PCF et citoyen·nes

Monsieur le Président,
Chèr·es collègues,

Depuis le 21 septembre, les lycéens de plus de 400 établissements se mobilisent dans tout le pays. **Les étudiants les ont rejoints. Ils se battent pour une chose simple : pouvoir étudier dans des conditions dignes.** C'est ce mouvement, et ce qu'il dit de l'état de notre école, qui devrait être au cœur de nos débats ce soir.

Disons-le d'emblée : nous condamnons sans ambiguïté les établissements incendiés et les tirs de mortiers visant des agents publics, quels qu'ils soient. Nous condamnons tout autant les tirs de mortiers dirigés contre les lycéens eux-mêmes. **Car ce sont aussi des jeunes en lutte qui ont été blessés.**

Cette condamnation, nous ne la faisons pas seulement dans cet hémicycle. **Les élus de notre groupe sont devant les lycées, aux côtés des jeunes, pendant les blocus, pour que tout se passe dans le calme.**

Pourtant, le groupe communiste votera contre ce vœu, parce qu'il inverse les priorités. Sur sept considérants, cinq portent sur la violence. Sur les sept points de la délibération, cinq encore ; même avec les propositions d'amendements qui ont été formulées. Les revendications des jeunes n'y tiennent qu'en quelques lignes, presque en passant. **Ce vœu aurait dû être d'abord un vœu de soutien à ce mouvement. Il parle d'abord de ceux qui cassent.**

Or les casseurs ne représentent qu'une infime minorité de ces jeunes. Ils occupent pourtant l'essentiel des écrans. **À force de ne montrer que les poubelles qui brûlent, on finit par effacer ceux qui se lèvent pour leur avenir. Ce vœu reproduit exactement ce que font les chaînes de M. Bolloré : plus de temps pour les casseurs que pour les raisons de la colère.** Nous refusons de participer à cette entreprise qui disqualifie un mouvement légitime à travers ses débordements.

Ces raisons de la colère, je les connais bien**. Je suis issue du lycée Saint-Exupéry de Créteil, le premier lycée à s'être mis en grève. Nos blocus se sont très bien passés, parce que les lycéens savent revendiquer leurs droits. Et ce qu'ils demandent, ce vœu l'ignore presque entièrement.**

Ils demandent d'abord la fin de Parcoursup, qui laisse des jeunes sur le carreau. À la fin de la phase principale, en juillet dernier, plus de 126 000 candidats restaient sans aucune proposition.

Ils demandent ensuite des lycées dignes de ce nom. À Saint-Exupéry, de l'eau sort des prises électriques**. Au lycée Darius-Milhaud du Kremlin-Bicêtre, la Région a revu à la baisse l'ambition de la rénovation, et les conditions d'étude ne se sont pas améliorées.** Quel gâchis d'argent public pour un établissement tout juste rénové.

Étonnamment, ce vœu ne comporte pas un seul considérant sur l'état des bâtiments scolaires. **Pas un mot sur les travaux, ni sur la responsabilité de l'Ile-de-France et de sa présidente Valérie Pécresse, qui a pourtant la charge des lycées et qui est celle qui investit le moins dans les lycées parmi les régions en France.** Ça ne vous plaît pas mais c'est la vérité.

Pas un mot sur les fuites, le chauffage défaillant ou les sanitaires insalubres que dénoncent les lycéens. C'est pourtant l'une des premières causes de leur colère.

Ils demandent aussi un professeur devant chaque classe. Trop d'élèves ont un, deux, parfois trois professeurs non nommés, et c'est leur avenir qui est mis en danger. Sur l'année 2024-2025, près d'une heure de cours sur dix n'a pas été assurée dans les collèges et lycées publics, faute de remplacement.

Ils demandent enfin des emplois du temps humains. **La réforme Blanquer n'a pas élevé le niveau de nos élèves. Elle a surtout imposé des journées de 8 heures à 18 heures et dégradé leurs conditions d'apprentissage.** Et la colère gagne désormais les universités, où les étudiants dénoncent la baisse des APL et la précarité.

Devant les établissements, nous avons aussi fait un constat qui nous concerne directement. Parmi les jeunes en colère, beaucoup sont en situation de décrochage, voire déscolarisés, parfois dès la seconde. **Nous avons rencontré des enfants qui n'ont toujours pas d'affectation à ce jour. Cela pose une question à notre assemblée : où en est aujourd'hui le dispositif *SOS Rentrée*, et quelle est notre capacité réelle à répondre à cette situation ?** Voilà le débat que ce vœu aurait dû ouvrir.

Chers collègues, **les violences sont une part infime de ce mouvement**. **Elles ne peuvent pas être le seul objet de ce vœu. La priorité, aujourd'hui, c'est que nos jeunes retrouvent les moyens d'une éducation de qualité.**

C’est pourquoi **le groupe Val-de-Marne en Commun votera contre ce vœu**. Et nous continuerons à être aux côtés des lycéens : dans le calme devant leurs établissements, et dans cet hémicycle pour porter leurs revendications.

Je vous remercie.

Seul le prononcé fait foi